

## Conjoncture agricole

### En synthèse :

**Grandes cultures** : la France à contre-courant de la tendance mondiale

**Intrants** : des prix inférieurs de 2,9 % à ceux de 2015 en moyenne sur 8 mois

**Lait de vache** : une collecte européenne en voie de ralentissement et une amélioration du prix des ingrédients laitiers

**Lait de chèvre** : croissance modérée de la collecte et des fabrications

**Viande bovine** : la conjoncture laitière et l'érosion de la demande pèsent sur les prix

**Viande ovine** : prix soutenus tout l'été par une offre réduite

**Viande porcine** : un prix en baisse après une envolée inespérée

**Volailles** : la filière peine à reconquérir le marché intérieur et la production s'effrite

**Arboriculture** : de bons équilibres de marché mais des prix à la baisse par rapport à 2015

**Horticulture et pépinières** : une crise dont les effets s'intensifient sur les entreprises de production

**Légumes** : un déroulement de campagne globalement favorable en maraîchage

**Viticulture** : gros manques de volumes, mais bonne qualité malgré tout

### Grandes cultures : la France à contre-courant de la tendance mondiale

#### Moisson médiocre en céréales à paille et maïs sec

L'excès de précipitations et le manque de rayonnement solaire au cours des mois de mai et juin ont considérablement nui au développement des cultures notamment pendant la phase de remplissage des grains. A l'excès d'humidité du printemps a succédé une sécheresse estivale accompagnée de pics de chaleur, préjudiciables aux maïs non irrigués. La production régionale de céréales à paille recule de 20 % en 2016 et se trouve inférieure de 7 % à la moyenne quinquennale. Les poids spécifiques sont très hétérogènes et globalement plus faibles à l'est de la région. Les réactions de prix dues au manque de qualité peuvent être importantes. En maïs grain, la surface régionale est réduite de 11 % par rapport à 2015, au profit de l'ensilage et le rendement pourrait baisser d'environ 5 %. La production pourrait chuter de 26 % par rapport à la moyenne quinquennale.

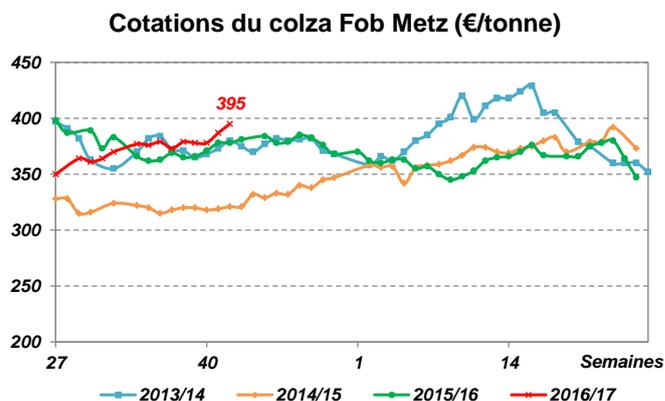
Rendements des céréales à paille en Pays de la Loire (q/ha)			
	2016	Moyenne 2011-15	2015
Blé tendre	58	71	76
Blé dur	51	67	69
Orge d'hiver	56	66	72
Avoine	47	54	63
Triticale	48	59	64

PEP Chambres d'agriculture PdL - Source : Agreste

Au niveau national, la production de blé tendre est évaluée à 28 Mt, soit -24 % par rapport à la moyenne 2011-15 et la production de maïs à 12,8 Mt (-18%).

Si les estimations de production de blé et de maïs (respectivement 135 Mt et 60 Mt), ainsi que de stocks finaux (14 Mt) sont modestes dans l'UE, ailleurs dans le monde, 2016-17 s'affiche comme une année record : 744 Mt pour la production de blé et 1 026 Mt pour celle de maïs, avec des récoltes en hausse chez les principaux exportateurs. Leurs stocks, déjà confortables en début de campagne, devraient encore s'alourdir. Les cours du blé tendre meunier, recherché, s'inscrivent en hausse depuis la mi-septembre. Les cours des blés fourragers, abondants et concurrencés par le maïs ukrainien sont plus lents à remonter. Les cours du maïs sont sous la pression de l'origine ukrainienne, de l'excellente récolte attendue aux Etats-Unis et même de la Chine qui pourrait exporter pour écouler ses stocks pléthoriques.

#### Oléagineux : cours du colza en hausse



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.  
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : La Dépêche

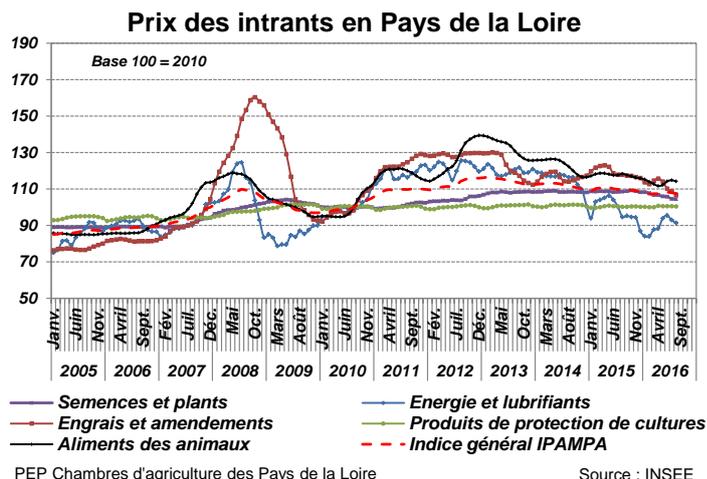
Les cotations de la graine colza ont entamé une hausse depuis la fin du mois de septembre en raison du soutien de plusieurs éléments de marché. Parmi eux figurent les perspectives de tension du bilan européen 2016-17, ainsi que les pertes de surfaces 2017 en France. Un recul de 20 % est évoqué par les analystes. L'affaiblissement de l'euro et le maintien du baril de pétrole au-dessus de 50 \$ sont également d'importants facteurs de soutien. La hausse du canola canadien compte tenu des chutes de neige qui pénalisent la récolte constitue le facteur essentiel de

soutien en cette fin de mois d'octobre. La hausse du canola est d'autant plus forte que la graine de soja progresse toujours. La pression de la récolte étasunienne est en effet compensée par une demande à l'export très dynamique notamment chinoise. La tension du marché de l'huile de palme participe également à la hausse du colza compte tenu des inquiétudes sur la production et les stocks en Malaisie. La récolte 2016 de colza a progressé de 8 % en Pays de la Loire en raison de la hausse conjointe des rendements et des surfaces.

## Intrants : des prix inférieurs de 2,9 % à ceux de 2015 en moyenne sur 8 mois

Cette baisse des prix résulte principalement du recul du prix de l'énergie (-11,5 % sur 8 mois) et des engrais (-7 %). Le prix des aliments pour animaux a quant à lui fléchi de 3,7 %, avec un repli récent sur les 2 derniers mois, qui s'observe également sur les engrais et l'énergie.

La crise que traverse l'élevage depuis 2 ans continue de peser sur les fabrications d'aliments du bétail, en baisse cumulée de 5,2 % en volume depuis janvier, avec néanmoins une légère reprise des achats pour les volailles et les porcs en août. Les fabrications pour vaches laitières ont fléchi de 13 % sur 8 mois. La baisse atteint 3,7 % pour les porcs (réduction du cheptel et croissance des fabrications à la ferme) et 4,5 % pour les volailles (impact de la crise sanitaire qui a affecté les palmipèdes gras).



## Lait de vache : une collecte européenne en voie de ralentissement et une amélioration du prix des ingrédients laitiers

### Des volumes européens en repli depuis juillet

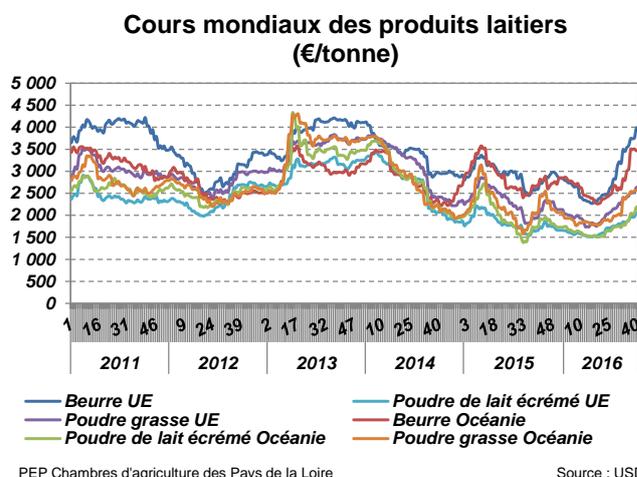
Sur les 5 premiers mois de la campagne, la collecte laitière régionale a diminué de 0,7 %, alors qu'au plan national, les livraisons enregistrent un recul de 1,6 % sur la même période.

Au sein de l'UE, la collecte connaît un mouvement de repli depuis le début de l'été (-2 % en juin, -1 % en juillet, -2 % en août comparativement au même mois de l'année précédente) et la tendance semble s'accroître en septembre avec une baisse estimée à -7 % par FranceAgriMer. Ce repli devrait se confirmer sur la fin de l'année avec l'impact attendu du plan de réduction volontaire, qui porte sur 1,07 million de tonnes (-2,9 % des livraisons européennes du dernier trimestre). 9 % des producteurs européens ont déposé une demande, mais il ne s'agit pas d'un engagement contraignant et les volumes pourraient augmenter chez d'autres producteurs en fonction de l'évolution des prix.

L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, premiers pays laitiers européens, jouent un rôle majeur dans l'inflexion des livraisons. L'Irlande a amorcé un ralentissement de sa croissance, avec des réformes nombreuses en septembre. Aux Pays-Bas, la collecte était encore dynamique en août (+5 % par rapport à 2015).

### Un impact positif sur les prix

Le ralentissement de la collecte dans l'hémisphère sud, et en Europe depuis peu, et le bon niveau de la demande mondiale ont permis une remontée des cours de la matière grasse. La reprise est beaucoup plus modeste pour la poudre écrémée en raison des stocks importants et d'une demande moindre.

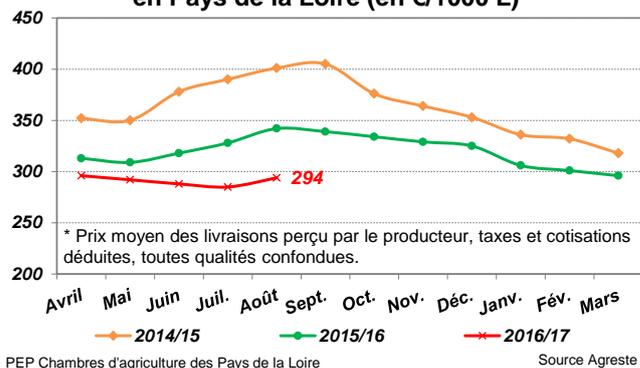


En France, le prix du lait standard s'est établi à 293 €/1 000 l en août, soit un meilleur niveau que les autres pays européens (225 € en Allemagne, 259 € en Irlande). L'encadrement plus marqué de la

production par les laiteries (avec toutefois de fortes disparités) explique la moindre baisse des prix français. La reprise de fin d'année s'en trouverait également plus modérée selon l'Institut de l'Élevage.

En Pays de la Loire, la baisse sur le début de campagne se situe au même niveau qu'au plan national, avec un prix moyen payé au producteur de 291 €/tonne sur les 5 premiers mois de la campagne (-8,2 % sur 2015), niveau qui est bien loin de couvrir le prix de revient des éleveurs.

Evolution mensuelle du prix\* du lait en Pays de la Loire (en €/1000 L)



## Lait de chèvre : croissance modérée de la collecte et des fabrications

La collecte progresse en France en 2016 après 3 ans de stabilité : +3 % sur 8 mois (idem en Pays de la Loire). Elle a toutefois été ralentie avec l'humidité du mois de juin et la sécheresse qui a suivi.

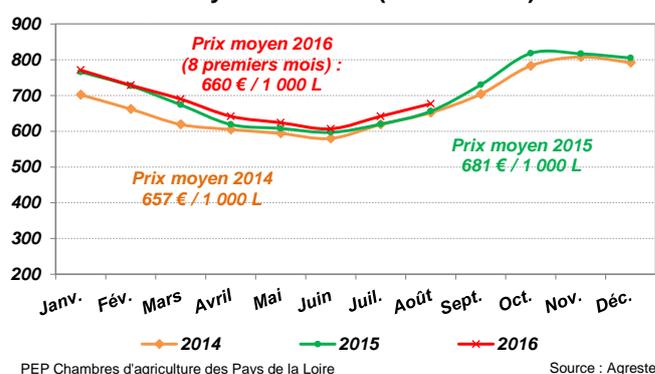
Avec la reprise de la collecte, les importations ont un peu reflué mais restent à un niveau élevé (17 % des approvisionnements des industriels). Les stocks demeurent bas.

Le prix du lait de chèvre poursuit sa progression (nette amélioration de la composition du lait) et les charges se stabilisent.

Après avoir connu une croissance ininterrompue et soutenue jusqu'en 2008, les fabrications de fromage de chèvre sont rentrées dans une phase de croissance plus modérée (en moyenne +1 % par an). Elles augmentent légèrement en 2016 : davantage de buchettes affinées mais dégradation du prix des fromages. La tendance produits « santé naturelle » stimule la consommation de produits caprins lait

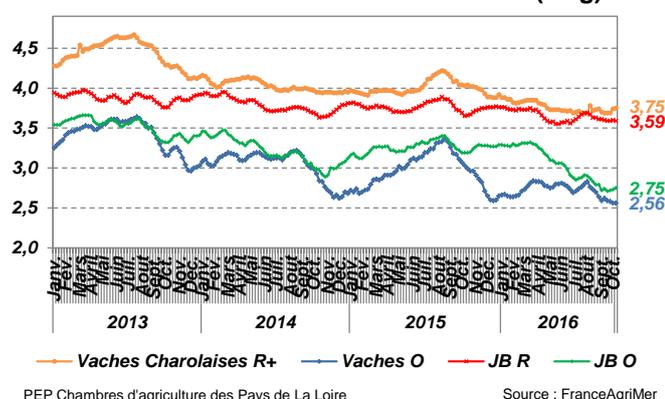
liquide et ultra frais (+16 % et +10 % sur 8 mois) mais ils représentent encore de faibles volumes.

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (en €/1 000 L)



## Viande bovine : la conjoncture laitière et l'érosion de la demande pèsent sur les prix

Cotations régionales gros bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



jeunes bovins continuent de reculer. Les cotations des JB R et O atteignent respectivement 3,59 et 2,75 €/kg en semaine 41, soit une baisse de l'ordre de 3 % pour chacune en moyenne depuis le début de l'année par rapport à 2015.

En Pays de la Loire, les sorties boucheries de jeunes bovins viande connaissent une légère progression depuis le début de l'année (+0,9 %), mais celles des jeunes bovins laitiers continuent de reculer (-14,2 % par rapport à 2015 depuis le début de l'année). Les exportations vers l'Allemagne soutiennent un peu le marché face à la poursuite du recul des expéditions vers l'Italie (en cumul depuis le début de l'année) où l'origine française est de plus en plus concurrencée par les viandes polonaises.

### Jeunes bovins : pression du marché des réformes laitières

Les effectifs restreints de jeunes bovins dans les ateliers et dans les abattoirs au niveau national ne parviennent pas à compenser la pression exercée par l'offre abondante de réformes laitières. Les prix des

### Réformes : une offre abondante

Les sorties de réformes laitières et allaitantes restent importantes face à une demande nationale qui a du mal à absorber cette offre supplémentaire. Les prix sont en conséquence toujours sous pression. En semaine 41, la cotation de la vache R+ se situe à 3,75 €/kg en race Charolaise et celle de la vache O à

2,56€/kg. En moyenne depuis le début de l'année, ils sont en baisse comparativement à 2015 (-6 % et -10 %).

En Pays de la Loire, les sorties boucheries de femelles allaitantes sont quasi stables depuis le début de l'année (+0,5 %), mais celles des réformes laitières continuent de progresser (+5,8 % par rapport à 2015 depuis le début de l'année). L'offre importante de viande française permet à certains circuits de distribution comme les GMS et la restauration scolaire de renationaliser leur approvisionnement. Les importations poursuivent donc leur tendance baissière. La consommation des ménages a fortement baissé pendant le mois d'août de l'ordre de -10 %, jusqu'à -13 % pour le piécé. En cumul depuis le début de l'année, la consommation des ménages de viande piécée est en recul (-4,3 % par rapport à 2015) tandis que la viande hachée fraîche progresse de 1,3 % sur la même période.

### Maigre et veaux de boucherie : marché en berne

En maigre, la faible demande sur le marché français comme à l'export UE et pays tiers pèse sur les cours. Au cours du premier semestre, l'absence du marché turc a été plus que compensé par le marché italien et les destinations européennes secondaires (+2 % par rapport à 2015). La tendance s'est cependant inversée pendant l'été. En cumul sur les 8 premiers mois, les exportations françaises affichent un recul de 1 % par rapport à 2015. En veaux de boucherie, la situation est plus difficile depuis la rentrée après un été pourtant bien géré par la filière. Le festival du veau et la réouverture de la restauration collective n'ont pas enclenché la hausse saisonnière des cours qui tardait à commencer début octobre alors que les coûts de production progressent.

## Viande ovine : prix soutenus tout l'été par une offre réduite

Les abattages d'agneaux français ont baissé de 3 % au mois d'août, à cause du manque de disponibilité dans les élevages. C'est sans doute ce qui explique l'augmentation des cours pendant tout l'été. Si depuis le début de l'année, la production de viande ovine a progressé de 4 %, c'est surtout le fait d'abattages d'agneaux plus nombreux au printemps, et d'entrées en abattoirs de plus d'animaux adultes (brebis surtout), qui fait craindre une poursuite de la tendance à la diminution du cheptel reproducteur.

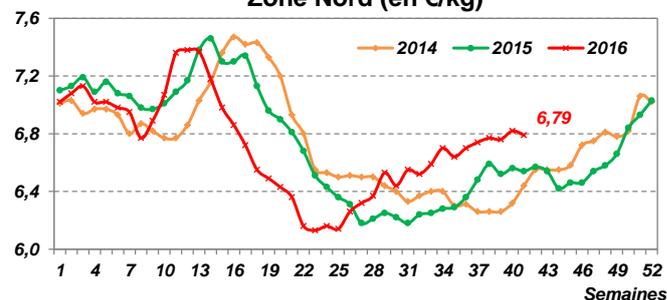
Les cours élevés de l'agneau s'expliquent aussi par la baisse des importations en août (-6 %). Elles concernent les animaux en provenance d'Espagne, d'Irlande et surtout de Nouvelle-Zélande (-800 tonnes). Les arrivages d'agneaux du Royaume-Uni (+400 tonnes) n'ont pas compensé les manques. De ce fait les prix des viandes ovines importées ont aussi connu un bel été.

Les hausses de prix n'incitent pas à la consommation et la baisse des achats des ménages se confirme depuis le début de l'année 2016.

Les opérateurs de la filière observent les marchés britanniques car avec la dévaluation de la livre sterling suite au brexit, le prix de l'agneau

britannique exporté, même stable en euros, augmente en livres. Pour peser sur les prix en zone Euro, il faudrait aussi que l'offre britannique soit plus importante, ou que les consommateurs anglais achètent moins (récession). Jusqu'ici, ce n'est pas constaté.

**Cotation régionale agneaux 3 (couvert)  
16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir  
Zone Nord (en €/kg)**



**Avertissement :**

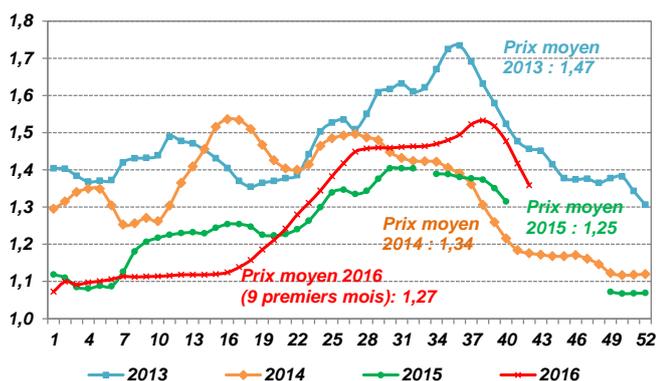
A partir de la semaine 39-2014 : les modalités de remontées des prix pour les animaux achetés en lot ont changé (prix individualisés par typologie du lot)

PEP Chambres d'agriculture des Pays de La Loire

Source : FranceAgriMer

## Viande porcine : un prix en baisse après une envolée inespérée

**Cotations du porc cadran breton (en €/kg)**



PEP Chambres d'agriculture des Pays de La Loire

Source : IFIP d'après MPB

Malgré une hausse de la production européenne sur le premier semestre et une consommation en berne, le cours du porc a bondi entre mai et septembre. Cette croissance inattendue est à mettre sur le compte du dynamisme des exportations européennes : à noter un doublement des exportations vers la Chine (en pleine restructuration de son secteur porcin) sur 8 mois. Toutefois, depuis juillet, les prix ont décroché aux USA (hausse de production). En dépit d'une parité €/€ favorable aux exportations de l'UE, l'écart de prix se creuse avec les nord-américains qui deviennent de sévères concurrents. Cette concurrence accrue et la demande moins forte des pays tiers impactent à la baisse les prix européens

ces dernières semaines et présageraient d'un retour des allemands et espagnols sur le marché communautaire. En moyenne sur 2 ans, le prix payé français est de 1,40 €/kg en deçà du coût de production à 1,55 €/kg.

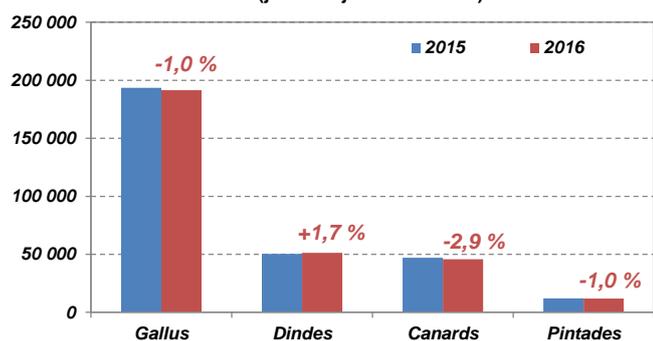
La production de l'UE s'avérerait stable en 2016, avec un recul au quatrième trimestre qui perdurerait en 2017. La production espagnole poursuit son développement quand elle se rétracte en Allemagne, Pays-Bas et Danemark. En France, elle affiche une hausse de 1,27 % sur 9 mois. Les exportations

françaises ont progressé de 11 % sur 6 mois. La Chine devient la première destination des viandes et abats porcins français. Sur 8 mois, la consommation française est en net recul pour le porc frais (-4,9 %) et la charcuterie (-1 %).

Quelques points d'alerte dans les mois à venir : les importations chinoises ne devraient pas rester durablement à ces niveaux ; la hausse de production attendue en 2017 aux Etats-Unis, Canada, Brésil, Russie.

## Volailles : la filière peine à reconquérir le marché intérieur et la production s'effrite

**Abattages de volailles en Pays de la Loire**  
(janvier à juillet en tonnes)



PEP Chambres d'agriculture PdL Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles

De janvier à juillet, l'activité d'abattage de volailles en Pays de la Loire se réduit de 0,9 % par rapport à 2015, avec, en particulier, un repli de 1 % pour le poulet.

Ce ralentissement est aussi perceptible à l'échelon français. On note de mois en mois, depuis février 2016, un repli des abattages, contrastant avec la vigueur de l'activité dans l'UE. Sur les 8 premiers mois de l'année, le recul des abattages français est de 3,5 % et touche le poulet (-1,9 %) et le canard gras (-34 %), alors que les abattages sont en hausse en dinde (+2,6 %) et stables en pintade et canard à rôtir. Dans l'UE, sur 7 mois, les abattages de poulet/poule augmentent de 2,7 %, avec de fortes croissances observées chez les grands producteurs, Pologne (+13 %), Espagne (+6 %), Italie (+7 %),

Pays-Bas (+4 %) à l'exception de la France. Les abattages de dinde sont en hausse de 4,9 %.

Malgré une consommation toujours dynamique (+3,6 %), la production de poulet en France a donc cessé de croître. En cause :

- d'une part le coup de frein donné aux exportations vers les pays tiers, qui ont représenté les 2/3 des exportations de poulet en 2015,
- et d'autre part le recours, toujours massif, aux importations pour satisfaire la hausse de la demande intérieure.

Les exportations vers le Moyen-Orient (42 % des exportations de poulet en 2015) sont plus difficiles (-14 % sur 8 mois) en raison de la baisse des revenus pétroliers, et de la concurrence brésilienne exacerbée par un réal faible. Vers l'Afrique subsaharienne, certains marchés se sont fermés (Afrique du Sud notamment), d'autres progressent (Gabon, Togo).

Élément positif, les volumes expédiés sur l'UE augmentent (+6 %), notamment vers l'Allemagne et l'Italie. Mais les échanges restent marqués par la forte pénétration des produits originaires de Belgique, des Pays-Bas et de Pologne, 3 pays qui gagnent en compétitivité grâce à la modernité (automatisation, robotisation) de leurs outils de transformation (FranceAgriMer, mars 2016). Les importations en provenance de l'UE (94 % du total) s'accroissent de 3,6 %.

## Arboriculture : de bons équilibres de marché mais des prix à la baisse par rapport à 2015

D'après les premières estimations, la récolte française de pommes reculerait de l'ordre de 10 % en 2016 en raison des conditions météorologiques. Les conditions pluvieuses du printemps ont retardé la floraison et diminué le nombre de fruits. La sécheresse de l'été a impacté le développement des fruits, les calibres sont plus petits. L'impact est similaire en Anjou et dans la région Centre (un peu plus accentué en région Centre). La récolte a commencé avec 10-15 jours de retard selon les variétés. La qualité organoleptique est par contre au rendez-vous compte tenu de la bonne teneur en sucre. S'agissant du marché, la demande est bonne tant sur le marché intérieur qu'à

l'export. La récolte 2016 de pommes est attendue par l'aval en raison de l'offre modérée d'autres fruits concurrents et du recul de la production des vergers familiaux. Les ventes sur le marché français sont d'ailleurs en avance de 10 % par rapport à la même période de 2015 et ce malgré le démarrage tardif de la récolte. Les flux d'exportation sont normaux vers la Grande Bretagne et bons vers l'Espagne et les pays tiers comme le Moyen-Orient et l'Asie. La concurrence de l'Italie se ferait néanmoins sentir vers l'Europe du Nord. Les relevés de prix (prix nu départ) indiquent un recul du prix moyen pondéré de -6 cts/kg en raison de l'effritement du prix en fin de campagne

précédente et de la concurrence sur certains marchés. Mais un redressement des cours est espéré

compte tenu des équilibres de marché.

## Horticulture et pépinières : une crise dont les effets s'intensifient sur les entreprises de production

La crise perdure dans le secteur horticulture-pépinière, en témoigne la forte baisse du nombre d'entreprises en activité en 2 ans en France. Entre 2013 et 2015, le nombre d'exploitations a reculé de 14 % (de 4 200 à 3 600) en raison des difficultés de marché qu'elles rencontrent (baisse de la demande et concurrence internationale). Cette restructuration s'accompagne désormais d'une perte sèche de chiffre d'affaires car les surfaces laissées lors des cessations d'activité ne sont plus reprises ou seulement en partie. En 2 ans, ce sont un millier d'hectares et 2 000 emplois qui ont été perdus dans la filière nationale.

En 4 ans, la consommation française a reculé de l'ordre de 16 % (de 3,35 M€ en 2011 à 2,81 M€ en 2015). Dans le contexte de crise économique, les achats de végétaux subissent les arbitrages des ménages. Tous les segments de marchés souffrent y compris la vente directe qui semblait mieux s'en sortir à un moment donné. Le contexte de restriction budgétaire pèse aussi sur les commandes des collectivités qui ont fortement reculé ces dernières années. Seules les entreprises qui s'inscrivent dans

une démarche de certification environnementale (plante bleue) pourront très certainement se maintenir plus aisément sur ce marché demain comme sur d'autres segments de marché type « distribution ».

En Pays de la Loire, le nombre d'entreprises de production a reculé de 12 % entre 2012 et 2015 (de 361 à 318) d'après l'observatoire des entreprises de production de l'horticulture et de la pépinière ornementales. La baisse s'est poursuivie depuis le début de l'année 2016. En 3 ans, le chiffre d'affaires de la filière a reculé de 41 M€ (-12 %), les surfaces de 390 ha (-12 %) et l'emploi de 256 ETP (-7 %). La force des Pays de la Loire est d'être une terre d'expédition, même si ses principaux circuits sont touchés par la crise de consommation (jardineries et distribution en général). La concurrence internationale est par contre très vive dans le secteur des plantes en pot. Les conditions climatiques du printemps n'ont par ailleurs pas été favorables alors que jusqu'à 70 % du chiffre d'affaires annuel peut être réalisé pendant cette période de l'année.

## Légumes : un déroulement de campagne globalement favorable en maraîchage

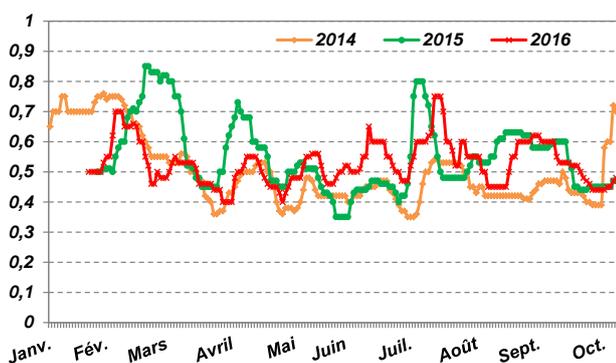
Les cours de la tomate et du concombre ont bénéficié d'une demande soutenue pendant les mois d'été, portée par des épisodes de températures caniculaires. En tomates, pendant le même temps, les importations se sont repliées dès juillet, laissant place à une demande extérieure qui a tiré nos exportations. C'est au cours de cette période que notre région sort ses plus gros volumes de production de tomates. Seule ombre au tableau, la production régionale a un peu diminué depuis le début de l'année (d'environ 2 %) malgré des surfaces stables, contre une progression de 3 % sur l'ensemble de la France, obtenue également sur des surfaces stables.

En concombres, les conditions de culture n'ont pas non plus été favorables aux rendements. La production française a été stable malgré une hausse de 2 % des surfaces engagées. Dans notre région, la production est constatée en hausse de 1 % pour une augmentation des surfaces de 4 %. Le pic de production observé habituellement en juillet a eu lieu en août. De mai à juillet, la demande s'est raffermie et les cours ont été très supérieurs à ceux de 2015, avant de revenir aux environs de leur niveau normal à partir d'août. Au final, le bilan sur l'ensemble de l'année devrait être plutôt bon quand même.

La campagne des poireaux primeurs s'est déroulée dans des conditions exceptionnellement favorables : après des conditions hivernales qui ont nui au poireau d'hiver, le gel tardif a laissé du temps au poireau de printemps pour qu'il se fasse désirer. Les prix au printemps ont été particulièrement favorables et la tendance s'est prolongée jusqu'en août. La production régionale de poireau est estimée en hausse de 4 % sur l'ensemble de l'année malgré des pertes de surfaces (-2 %).

En salades, les prix des laitues et chicorées se sont redressés au printemps et ont été supérieurs à ceux de 2015 jusqu'en juillet. Mais les mois d'août et septembre ont été très décevants, avec une offre plus abondante.

Evolution des prix concombre nantais (stade expédition 400-500 g ; €/pièce)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : RNM

La saison des melons a aussi été marquée par un retard du pic de production. Le début de campagne a été favorable aux prix à cause du manque d'offre. Au mois d'août, la production a été concentrée sur une courte période et la demande s'est révélée insuffisante pour maintenir les prix. Le melon a été déclaré en crise conjoncturelle en semaine 34, puis en semaine 36. Depuis l'équilibre s'est un peu rétabli, sans revenir aux prix de 2015. La production nationale sur l'ensemble de l'année est pourtant estimée en baisse de 6 %, à cause des difficultés du printemps.

Les difficultés climatiques ont perturbé aussi les rendements en légumes secs. Les lentilles ont été plus touchées que les haricots avec 15 % de moins que les attentes contre 5 %, à cause de la sécheresse estivale, et des pertes de qualité dues à la verse (pluies de juin). La saison a également été difficile dans le secteur du légume pour l'industrie avec des décalages des productions qui ont perturbé les plannings des usines, et souvent des rendements décevants (-15 % pour les haricots verts).

## Viticulture : gros manques de volumes, mais bonne qualité malgré tout

Les vendanges se terminent et c'est l'heure des premiers bilans pour les vigneron. Sur un plan strictement quantitatif, les estimations de récolte au 1<sup>er</sup> Octobre ont rendu les vendanges très décevantes en Val de Loire, avec des rendements estimés en baisse de 31 % par rapport à une année normale (moyenne des 5 dernières), et de 35 % par rapport à 2015. Derrière cette moyenne se cachent des situations très contrastées, avec des vignobles, et même des parcelles dans les vignobles, touchées par le gel au printemps, d'autres victimes des orages de grêle, et d'autres encore plus ou moins marquées par les attaques parasitaires du printemps humide (mildiou, oïdium). Juste avant la récolte, l'apparition de botrytis a été signalée chez certains viticulteurs.

En Pays de la Loire, le vignoble nantais semble le plus touché avec moins d'une demi-récolte en cave. On table maintenant sur 150 000 hl en muscadet soit à peine 20 hl/ha.

Le vignoble du Val de Loire paraît être en France le plus touché par ces pertes de rendement, avec celui de Champagne. La récolte nationale est estimée à 42 millions d'hl, en retrait de 9 % par rapport à la

normale et de 12 % sur 2015. Or les producteurs français ont vendu 43,7 millions d'hl en 2015-16, (+3 % sur la campagne). On va vers un manque de vin qui pourrait être favorable à une bonne tenue des prix, surtout pour les vins les plus demandés à l'export. On pourrait aussi assister à davantage d'importations, mais heureusement, la récolte mondiale n'est pas fameuse non plus en 2016 (-5 % selon l'OIV). La place des vins français dans le monde paraît du coup moins menacée.

Sur le plan qualitatif, le retour d'un franc soleil dès juillet et une belle fin d'été assez sèche ont permis de belles vendanges qui laissent espérer un niveau de qualité au niveau des meilleures années, avec souvent de bonnes surprises annoncées.

Sur le plan commercial, chaque appellation fait le point sur les quantités récoltées, les stocks disponibles et l'état de la demande pour bien s'organiser. Les politiques de promotion et de mise en marché doivent concilier les intérêts immédiats des viticulteurs (besoins de relèvement des prix), et la satisfaction des clients, surtout les plus fidèles. La tâche ne va pas toujours être facile.



Avec la contribution financière  
du compte d'affectation spéciale  
développement agricole et rural



### Contacts Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 60  
Christine GOSCIANSKI Tél. 02 41 18 60 57  
Gilles LE MIGNAN Tél. 02 53 46 61 70  
Eliane MORET Tél. 02 43 67 37 09  
Pascale LABZAE Tél. 02 43 29 24 28

Mail : [pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr](mailto:pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr) (Angers - La R/Y)  
Mail : [christine.goscianski@pl.chambagri.fr](mailto:christine.goscianski@pl.chambagri.fr) (Angers)  
Mail : [gilles.lemignan@loire-atlantique.chambagri.fr](mailto:gilles.lemignan@loire-atlantique.chambagri.fr) (Nantes)  
Mail : [eliane.moret@mayenne.chambagri.fr](mailto:eliane.moret@mayenne.chambagri.fr) (Laval)  
Mail : [pascale.labzae@sarthe.chambagri.fr](mailto:pascale.labzae@sarthe.chambagri.fr) (Le Mans)